

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

CGT, SUD, FO

Avenir des établissements régionaux de l'Insee

Après la mobilisation du 30 juin, la direction doit retirer son projet !

Des personnels solidaires pour faire échec au projet de la direction

Début juin, le directeur général de l'Insee a informé les agents de son intention de restructurer profondément le réseau en région.

La direction veut limiter l'activité de l'Insee en direction des territoires. Elle entend concentrer sur les seules futures capitales régionales les missions d'études, de conseil, d'expertise et de diffusion à l'heure actuelle réparties sur 22 sites proches des utilisateurs. Elle prend prétexte de la réforme territoriale pour supprimer des dizaines d'emplois dans « l'action régionale », mais aussi des emplois d'administration générale, aggravant de façon spectaculaire une réduction des effectifs qui restreint déjà la capacité de l'institut à remplir correctement ses missions.

À l'évidence, le projet de la direction ne s'arrêtera pas aux seules restructurations dans les DR fusionnées. La direction se sert de la réforme territoriale pour mettre en œuvre un véritable plan de démantèlement de l'action régionale.

Pourtant, la demande sociale d'études à un niveau territorial est forte.

Cet abandon de missions de service public répond aux exigences d'économies du gouvernement. Elle sera suivie par une mutualisation supplémentaire voire l'abandon d'autres missions de l'Insee : production statistique, domaine RH, services informatiques... Nous sommes tous dans le même bateau ! Soyons solidaires et unis face aux attaques actuelles ! La suppression des services études et diffusion dans une région, c'est un service public dégradé, c'est tout l'institut qui s'affaiblit ! Ceci est préjudiciable autant aux personnels qu'à la société.

Inquiets et révoltés, les personnels s'insurgent contre la casse de leur outil de travail, qui est aussi un bien commun. Depuis plusieurs semaines, les actions se multiplient : assemblées générales, tracts, conférences de presse, réunions des directions locales et nationales envahies... Le but est que le plan de la direction générale soit annulé, et que l'institut retrouve les moyens nécessaires pour l'accomplissement de ses missions au service du public.

La direction entendait faire passer le démantèlement de l'action régionale dans la passivité générale, raté ! Les personnels sont solidaires, ceux dont l'emploi est le plus menacé aujourd'hui dans les DR fusionnées, comme les autres, qui savent que leur tour risque d'arriver si la direction n'est pas mise en échec cette fois.

Hier mardi 30 juin, les personnels se sont mobilisés en masse dans le cadre d'une journée d'action nationale :

- **dans les établissements et territoires** : plusieurs assemblées générales se sont tenues et les personnels ont décidé d'adresser directement et massivement, courriers ou mails au directeur général de l'Insee, ainsi qu'aux élu-e-s ou préfets de leur région, voire aux ministres... ; d'autres ont participé à des rassemblements dans leur établissement ou devant la préfecture de leur région, parfois en lien avec les autres administrations restructurées.
- **à Saint-Ouen** : une **délégation d'une centaine d'agents venus de toute la France** s'est rassemblée devant le site où se tenait le séminaire Insee 2025 que la direction avait organisé avec le haut encadrement de l'Insee.

À Saint-Ouen, la direction refuse d'écouter les agents

La direction, qui n'attendait pas plus d'une trentaine de personnes, a envoyé un messenger qui avait pour mandat d'organiser, pour « raisons de sécurité », une rencontre entre une délégation de dix personnes maximum et le Secrétaire général de l'Insee ! Nous avons demandé que l'ensemble des agents venus en

délégation des différents établissements, et parfois de très loin, rencontrent le vrai décisionnaire : le Directeur général.

Face à la détermination des agents, le DG est sorti à leur rencontre, accompagné d'une délégation de la direction. Apparemment mécontent des premiers échanges avec les agents, il a précisé qu'il n'était pas là pour faire plaisir au personnel de l'Insee et n'a proposé qu'une chose : ne recevoir qu'une délégation de 20 personnes à l'intérieur du bâtiment.

Malgré le désaccord des agents qui étaient tous mandatés pour représenter leurs collègues, la direction est restée sur ses positions, arguant de deux arguments :

- d'une part, elle ne disposait pas de salle assez grande pour nous recevoir tous...alors que se tenait depuis le matin même le séminaire Insee 2025 avec des plénières réunissant de 100 à 200 personnes !
- d'autre part, le fait que les agents réunis en manifestation étaient « incontrôlables », ce qui témoigne du mépris de la direction face aux personnels qui expriment légitimement leur inquiétude et leur indignation.

Les agents ont décidé de poursuivre la manifestation à l'extérieur, n'étant pas dupes du jeu de la direction qui, en réalité, refusait de les écouter et ne voulait pas que l'ensemble de l'encadrement réuni autour des travaux « d'Insee 2025 » entendent ce que les agents avaient à dire.

La direction prétend associer le personnel aux réflexions sur l'avenir de l'Insee mais n'accepte en fait d'échanger avec eux que sur un avenir à long terme qui ne l'engage pas directement. Elle refuse d'assumer, face aux agents, les décisions qu'elle prend aujourd'hui concernant leur avenir à court terme.

Par ailleurs, elle organise des semblants de concertation, multipliant les réunions de « dialogue social » sur des sujets sans rapport avec les préoccupations immédiates des agents, et propose aux organisations syndicales des négociations en bilatérale sur son projet de restructuration de l'Insee.

Pour nos syndicats, le projet de la direction ne doit pas être négocié en catimini !

Un prochain comité technique de réseau est programmé le 9 juillet : nous ne pourrons y discuter avec la direction que si elle nous annonce le retrait de son projet de restructuration.

Si l'administration persiste, nous appelons tous les personnels de l'Insee à rester vigilants et à confirmer leur refus du projet de la direction présenté début juin, en :

- continuant les actions cet été, au sein de l'Insee ou en lien avec les mouvements qui s'organisent dans les autres administrations restructurées
- préparant ensemble une nouvelle journée d'action nationale en septembre.

La mobilisation ne fait que commencer.

Paris, le 1^{er} juillet 2015